



GARD HP *Groupement d'Action et de Résistance pour la Défense de l'Hôpital Public*

Texte lu lors des vœux du Directeur du Centre hospitalier de Niort devant les personnels, le 6 janvier 2012

Le collectif GARD HP (Groupe d'Action et de Résistance pour la Défense de l'Hôpital Public) de Niort rassemble des citoyens-usagers et des professionnels de santé soucieux de défendre un service public de santé de qualité, accessible à tous sans conditions de moyens.

Il est membre de la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, association agréée forte de plus de 300 comités et contacts sur toute la France et co-initiatrice du Mouvement « Notre Santé En Danger » qui fédère 110 organisations nationales (Associations d'usagers, de malades, syndicats, partis politiques, mutuelles, ...).

Nous sommes particulièrement inquiets de l'évolution de notre système de santé dans son ensemble et, plus particulièrement, de l'hôpital public que la pression des nouvelles dispositions législatives conduit au bord de la faillite.

Ainsi, la loi Hôpital, Patient, Santé et Territoire empêche l'établissement d'une véritable démocratie sanitaire et justifie des restructurations hospitalières qui détruisent l'aménagement du territoire et multiplient les inégalités territoriales d'accès aux soins. Elle entraîne la fermeture totale ou partielle de services Médecine – Chirurgie - Obstétrique et de centres d'IVG, la déqualification et la suppression de personnels ainsi que la dégradation de leurs conditions de travail. De graves inégalités territoriales et sociales en résultent, qui éloignent de plus en plus d'usagers d'un accès équitable aux soins.

Facteur supplémentaire d'inégalité d'accès, ce sont de plus en plus des consultations privées, pour lesquelles le reste à charge est important, qui sont proposées aux patients ayant besoin d'un rendez-vous dans des délais courts.

Parallèlement, des partenariats publics – privé sont de plus en plus souvent imposés aux hôpitaux publics par les autorités sanitaires, toujours largement au profit des opérateurs privés et au détriment de la qualité du service.

Face au désengagement continu de l'Etat, les hôpitaux se voient contraints de recourir à des expédients dont les conditions de mise en oeuvre ne peuvent que poser question.

Ainsi, la facturation des chambres individuelles est appliquée sans aucun discernement ni considération pour l'état de détresse physique et psychologique des patients.

Récemment, dans cet hôpital, une jeune maman dont le nouveau-né était soigné en néonatalogie, s'est vue présenter une facture de plus de 300 €, non pris en charge par sa mutuelle, parce que le père de famille avait signé sans comprendre un formulaire qui lui était présenté alors qu'il était dans une période de stress intense.

De plus, le report de cette charge financière, parmi d'autres, sur les vraies mutuelles, au sens 1945 du terme, ne peut signifier à terme qu'une augmentation importante des cotisations financièrement insupportable pour de nombreux citoyens, ou la disparition de ces mutuelles au profit des assurances privées. C'est la fin programmée de la solidarité nationale, fondement du système de Sécurité sociale mis en place au sortir de la deuxième guerre mondiale.

De même, la Tarification à l'Activité (T2A) et l'obligation de convergence tarifaire Public-privé sont sources de déficit et d'endettement pour les hôpitaux publics mis en situation de concurrence déloyale avec le secteur privé lucratif.

Tout cela a pour conséquence une accumulation des restes à charge pour les usagers, source de renoncement aux soins, et le transfert progressif vers les mutuelles et les assurances privées de la couverture des risques santé.

Enfin, il faut évoquer la dégradation des dispositifs de prise en charge des affections de longue durée et de la dépendance.

En tant que citoyens conscients des menaces qui pèsent sur notre système de santé, nous voulons faire part publiquement de notre inquiétude. En ce début d'année 2012 et à l'orée d'échéances électorales nationales importantes, nous formons des vœux pour que cesse la dégradation organisée de ce service public essentiel.

Notre association et la Coordination nationale dont elle fait partie mettront tout en œuvre pour que les valeurs d'équité et de solidarité qui ont guidé les fondateurs de notre système de soin et de protection sociale reviennent au cœur des politiques de santé nationales et de leur mise en œuvre locale.